

# 7 jours en politique

## LE GRAIN DE SEL DE XAVIER PANON



« **Mon Général** », lance à de Gaulle un certain Christian Jacob, de l'UMP, « nous ne vous soutiendrons pas contre Assad sans avoir le rapport des inspecteurs de l'ONU, une résolution du Conseil de sécurité, le soutien des Européens, un vote du Parlement... » Politique-fiction, mais on imagine la réponse du fondateur de la V<sup>e</sup> République et de la Constitution, même révisée.

## Le pari du faucon

**François Hollande**, sommé de se soumettre aux conditions d'opportunistes constitutionnels, et, en fait, de renoncer à toute action, n'a nulle intention de diluer le moindre des pouvoirs que lui confie la Constitution de de Gaulle. Savoureux paradoxe. Voilà le président socialiste dans le

costume du Général, taillé en pièces par ses héritiers putatifs, à l'exception de Balladur, Juppé et, paraît-il, Sarkozy lui-même.

**Droit dans ses guêtres**, le président, pris à contre-pied au téléphone par Obama et lâché dans le bus de Saint-Petersbourg par les Européens, Angela en tête, se

trouve contraint de jouer un double rôle de faucon : contre la prolifération chimique à Damas, et pour la Constitution à Paris.

**Agir ? Ne pas agir ?** Hollande, faucon dans la peau d'Hamlet, posait l'autre jour cette question tragique, révélatrice de doutes et de troubles, ceux des Français. Tapis de bombes ou tapis vert ? Solitude dramatique de celui qui doit choisir le moins mauvais pari pour la Syrie. ■

## TENDANCE

### Un seul septennat ?

L'ancien ministre UMP Xavier Bertrand, candidat à la primaire de son parti pour la présidentielle de 2017, veut proposer un référendum pour revenir à un septennat, mais non renouvelable, a-t-il fait savoir, hier. « Le mal français est la réélection du président de la République », affirme-t-il : « Tout homme politique qui est élu pense forcément à sa réélection » qui « est ce qui nous empêche de faire le nécessaire travail de réforme en profondeur ». Il plaide carrément en faveur du référendum populaire. « Pour passer au-dessus d'une classe politique plus conservatrice que les Français, on peut en appeler au peuple » préconise-t-il. ■

## IL L'A DIT



« Quand on est de gauche, c'est une règle de base, on ne fait pas reculer les acquis sociaux ».

**JEAN-LUC MÉLENCHON.**  
Coprésident du Front de gauche

**PS** ■ La députée a des idées pour aider les PME dans la mondialisation

## Berger a une faim de loup

**Karine Berger, polytechnicienne, députée des Hautes-Alpes, secrétaire nationale à l'Économie du PS, a sa vision de la mondialisation.**

Xavier Panon

« Promis », dit Karine Berger. « Je vais essayer de garder un peu de temps cette année pour lire, apprendre une autre langue, m'intéresser un peu plus à l'art, prendre un peu de recul. »

Sage résolution de 2<sup>e</sup> année de quinquennat, après une première année qui l'a vue « très impliquée ». Dans les Hautes-Alpes, sa nouvelle terre d'élection depuis juin 2012. Au Parlement, où l'économiste a bataillé sur le projet de loi de régulation bancaire, trophée hollandais.

### Indépendante

Impliquée aussi au Parti socialiste, rejoint en 2000. Entre éléphants et coups fourrés, l'étoile de Berger grimpe vite. La secrétaire nationale à l'Économie court les fédérations.

Pour autant, la jeune quadragénaire, malgré un faux air d'Ingrid Betancourt, n'est l'otage d'aucun chef de maquis socialiste. « Je ne suis pas dépendante du système politique », assure-t-elle. Avec ses diplômes – Polytechnique, Ensae, Sciences Po –, et son expérience dans le privé, elle peut sans souci fuir la carrière politique.

Mais elle a attrapé le virus. Le contact avec les gens : « J'ai appris que les Français ont toujours rai-



KARINE BERGER. « Je pense que... ». PHOTO DR

son. Il faut être à leur écoute. On ne pilote pas un pays contre sa population. J'avais sous-estimé à quel point il faut être capable de convaincre ». Exemple : François Hollande, « plus sensible que ses prédécesseurs à la recherche du consensus ».

Et puis, l'attrait de la politique, c'est la faculté de peser sur le cours des choses : « Ce qui m'intéresse, c'est que la France fasse les choix qui l'assurent de sa puissance en

2050. Il faudra être solide économiquement. C'est aujourd'hui qu'il faut prendre le bon chemin ». Celui de la mondialisation. « Notre responsabilité de jeunes élus, c'est de faire bouger les lignes ». Au PS – bon courage ! – et dans cette France romantique et nostalgique. « Je me souviens des jours anciens et je pleure » !

Karine Berger ne pleure pas, mais l'affiche moderne avec son credo néokeynésien, à la DSK (le bon,

pas l'autre !). « Il existe une politique économique de gauche gagnante dans la mondialisation ». À rebours des obsédés de la réduction de la dépense publique – libéraux, mais à gauche aussi –, elle propose une dynamique associant État et entreprises créatrices de valeur.

### PME innovantes

« Valeur ajoutée » : le mot fétiche de cette économiste sans tabou, fascinée par les PME qui, plutôt que bêler avec le Medef sur la compétitivité par les coûts et donc leur seule réduction, se battent pour l'innovation et l'ingénierie, Graal pour gagner la compétition.

Karine Berger est désormais la prêtresse socialiste de ce monde provincial des PME innovantes et trop méconnues. Elle publie, avec Valérie Rabault, sa camarade députée PS du Tarn-et-Garonne (elle aussi venue du privé), un livre qui raconte ces « entreprises qui affrontent le millénaire » en prenant des risques.

De son immersion, elle a tiré un discours socialiste moderne sur l'entreprise et moult propositions iconoclastes (fiscalité, actionnariat, etc...) qu'elle va maintenant défendre au Parti et à l'Assemblée, avec toute son énergie positive. Pour le temps libre, il faudra attendre... la 3<sup>e</sup> année ! ■

➔ **À lire.** *La France contre-attaque, ces entreprises qui inventent le millénaire.* Karine Berger et Valérie Rabault. Odile Jacob. 21,90 €.

## VU D'AILLEURS

### tageszeitung.de

« Hollande, un faucon. Contrairement à Chirac, opposant à l'intervention de G. W. Bush en Irak, Hollande est aujourd'hui l'allié le plus ardent, le plus fiable d'Obama. Après l'intervention au Mali (un succès), il s'apprête à recourir pour la deuxième fois à la force, cette fois en Syrie. Les preuves sur l'utilisation d'armes chimiques, dont disposent les services secrets français, ne lui laissent plus guère de choix. »

### theguardian.uk.com

Le secrétaire à la Défense britannique s'inquiète des futures relations anglo-américaines dans le secteur de la défense après le vote négatif des Communes sur la Syrie. Cela après les propos de son homologue américain John Kerry saluant en la France « le plus vieil allié des États-Unis », sans faire mention de la Grande-Bretagne.

### elpais.es

Voter ou pas sur la Syrie ? El País s'amuse du bal des hypocrites en France : « L'opposition française a oublié sa tendance ancestrale à assumer sans rechigner les grandes décisions du chef de l'État » et Hollande a oublié son intervention de 2008 sur l'Afghanistan et l'Otan : « Il n'appartient pas au président de la République de décider seul de notre politique étrangère et de défense. »

### washingtonpost.com

Coup de blues d'un haut gradé de l'armée américaine, opposé à la guerre en Syrie. Dans une tribune, il écrit : « Notre peuple déplore notre solitude. Nos soldats d'expérience sont fiers d'avoir participé à des combats aux côtés d'alliés (...) qui partageaient nos objectifs stratégiques. Cette guerre-là sera la nôtre, à nous seuls. »

Jean-Charles Saintonge

**CORSE. Île de désamour ?** « Pas contents » ou même « très mécontents » : c'est l'état d'esprit de plus de deux Corses sur trois à propos de l'action de François Hollande, à quelques semaines de la première visite officielle dans l'île du président, pour la commémoration du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de la Corse, en 1943, dix mois avant celle du « continent ». ■

## Loin devant

**54%** des sympathisants de l'UMP placent Nicolas Sarkozy en tête de leur préférence pour la présidentielle de 2017. Loin devant François Fillon (17 %) et Alain Juppé (11 %).

## B. ET B., FRÈRES EX-ENNEMIS ?



**CENTRE. Ensemble.** Jean-Louis Borloo et François Bayrou pourraient tourner la page et constituer des listes communes pour les européennes. Ils se voient de plus en plus souvent et, pour Borloo, « à condition d'y aller tranquillement », c'est possible. Derrière la bannière œcuménique « Les Européens » ? ■